

# la Dette

du Tiers Monde



## Edito

L'assemblée générale 2010 du CADTM France aura lieu le samedi 11 décembre 2010, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11e.

Moment important de la vie d'une association, elle sera l'occasion de dresser le bilan de l'année écoulée et de tracer des perspectives de réflexion et d'action pour les mois à venir.

Pour des raisons pratiques, nous demandons à tous les adhérents du CADTM France qui souhaitent prendre part à cette assemblée générale de nous le faire savoir avant le 1er décembre, ou bien par e-mail à [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org), ou bien en écrivant au CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau.

Le programme prévu est le suivant :

- 10h : accueil ;
- matin : présentation et vote du rapport d'activités et du rapport financier, débat sur le fonctionnement interne et élection du CA et du bureau ;
- midi : repas pris ensemble dans une pizzeria ;
- après-midi : bilan de l'action des groupes locaux, implication dans le réseau international ;

Fin prévue à 18h.

On espère vous y rencontrer et construire avec vous le CADTM de l'an prochain.

 L'équipe du CADTM France

## Agenda

**19-11 => 22-11 | Bastia (20), France**  
L'Afrique, 50 ans de dettes illégitimes

**22-11 => 24-11 | Liège, Belgique**  
Assemblée mondiale du réseau international CADTM

**24-11 | Liège, Belgique**  
Soirée conviviale : A la rencontre des membres du réseau CADTM international

**24-11 | Liège, Belgique**  
Projection du film Quien dijo miedo ? sur le Honduras et le Coup d'Etat

**25-11**  
Journée de Lutte pour l'Eradication de la Violence à l'égard des Femmes

**25-11 | Liège Belgique**  
Comment préparer le Sommet climat de Cancun ? - Conférence / Débat

**26-11 | Bruxelles, Belgique**  
9ème Séminaire international du CADTM : Dette et droits humains

**26-11 => 27-11 | Bruxelles, Belgique**  
11e Festival de Cinéma d'Attac Bruxelles

**27-11 | Bruxelles, Belgique**  
Le CADTM, deux décennies de lutte au cœur du mouvement altermondialiste

**29-11 => 30-11 | Liège, Belgique**  
Formation. Dette publique dans les pays du Nord

**1er-12 | Tervuren, Belgique**  
Visite anticoloniale. La Belgique coloniale, quelle Histoire !

**11-12 | Paris**  
Assemblée générale du CADTM France

**6-02 => 11-02 | Dakar, Senegal**  
Forum social mondial

Plus : <http://www.cadtm.org/Agenda>

 .org

**XX ANS DE LUTTE**

du 22 Novembre au  
1er Décembre 2010

Cela fait 20 ans que le CADTM milite sur tous les continents au côté d'hommes et de femmes qui se battent pour l'émancipation des peuples contre l'impérialisme, le néocolonialisme, le capitalisme et le patriarcat, en prenant comme angle d'attaque la dette.

Pour fêter cette formidable aventure, le CADTM vous invite du 24 novembre au 1er décembre 2010 à une série d'activités publiques en présence de représentants des organisations de son réseau international (*voir agenda*).

À travers ces activités vous découvrirez l'histoire du CADTM, ses analyses sur la dette au Sud et au Nord, les liens entre la dette et les droits humains, les victoires remportées ces vingt dernières années, les combats qu'ils restent à mener et les possibilités de vous y associer.

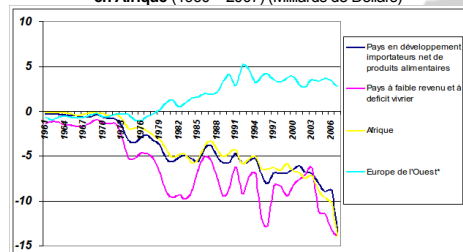
# La PAC : une Politique anticoncurrentielle-agricole commune...<sup>1</sup>

L'objectif énoncé par les politiques de l'aide publique au développement (APD) est d'améliorer les conditions de vie des populations du Sud. Cependant, le système capitaliste et sa globalisation comportent des tendances qui vont dans le sens opposé et qui renforcent les inégalités entre le Nord et le Sud. Il existe en effet un ensemble de mécanismes et de processus générés par les pays les plus puissants, qui, loin de « coopérer au développement », interfèrent négativement dans la vie des populations des pays les plus appauvris et que l'on nomme l'« anticoncurrence » (Llistar 2009). Ces conséquences négatives sont produites généralement par des entreprises et des États qui aspirent à s'assurer des marchés et des ressources.

Parmi les mécanismes d'anticoncurrence de l'Union Européenne (UE), nous nous concentrerons ici sur un domaine clé au sein de l'économie : la Politique Agricole Commune (PAC). Dans le contexte de la réforme de la PAC en 2013, il devient urgent de réfléchir d'une manière critique sur ses impacts, l'appauvrissement des paysans et des paysannes en Europe comme ailleurs, et plus largement l'augmentation de la faim et de la malnutrition. Au-delà des effets néfastes du dumping sur les agriculteurs du Sud causés par la PAC dès les années 70, cette politique a été adaptée en réalité pour devenir un outil de défense des multinationales agroindustrielles. Nous repasserons brièvement les objectifs énoncés et l'évolution de la PAC au cours des années, en nous concentrant notamment sur les interférences négatives exercées sur l'Amérique latine.

Les conséquences des exportations européennes subventionnées qui entrent en compétition « déloyale » avec les producteurs du Sud, ont été largement documentées et critiquées<sup>1</sup>. Un exemple de ces résultats peut être illustré par les pays africains, dont les importations de céréales augmentent d'une manière étonnamment parallèle aux exportations céréalières européennes, tel que l'illustre le Graphique 1.

Graphique 1  
Évolution des balances commerciales céréalières en Europe et en Afrique (1960 – 2007) (Milliards de Dollars)



\*Pays de l'Europe de l'Ouest : Autriche, Belgique, Luxembourg, France, Allemagne, Pays Bas, Suisse

Élaboré par l'auteur à partir de : FAOSTAT (<http://faostat.fao.org/>, consulté le 19 Octobre 2010)

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe n'assure pas son autosuffisance alimentaire et dépend fortement d'importations de produits

<sup>1</sup> Voir par exemple : Choplin, G., Strickner A., Trouvé, A. *Souveraineté alimentaire. Que fait l'Europe*. Collection "ATTAC", 2009; Boussard, J. M., Trouvé, A. "Pour une nouvelle politique agricole et alimentaire européenne" (<http://www2.dijon.inra.fr/esr/pagesperso/trouve/Pour%20une%20nouvelle%20politique%20agricole%20et%20alim.%20Eur.%20FR.pdf>)

<sup>1</sup> Une version raccourcie de cet article a été publiée dans le rapport "Interferencias UE-ALC: ¿Asociación o Anticooperación birregional?", D. Llistar y M. Vargas Coord. 2010. Voir: ([http://www.odg.cat/navegacas.php?id\\_pagina=11&id\\_publicacions=348&publicacions=8](http://www.odg.cat/navegacas.php?id_pagina=11&id_publicacions=348&publicacions=8)).

agricoles. La mise en place de la PAC à cette époque a donc pour but de limiter cette dépendance. Objectif tout aussi important, l'agriculture est considérée comme un secteur qui doit s'intégrer pleinement dans l'économie capitaliste, c'est-à-dire : devenir consommatrice de biens et de services (machinismes, carburants, crédits bancaires, engrais, pesticides, semences, conseils agricoles...) et libérer de la main d'œuvre pour les secteurs industriels en pleine expansion. Pour assurer ces objectifs, la PAC met en place une politique de **soutien des prix**. Jusqu'en 1992, la majorité de la production agricole européenne – à l'exception notoire des oléoprotéagineux (voir Encadré 1) – bénéficie d'une protection extérieure (par la taxation des importations).

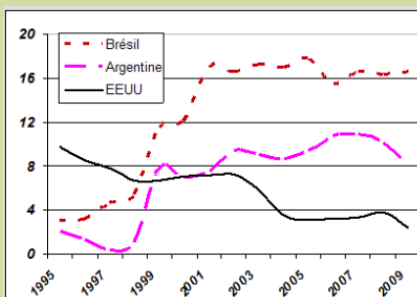
## Encadré 1

### Des déserts verts pour les élevages européens

L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT d'après ses initiales en anglais) du 7 mars 1962, bloque toute possibilité de protection douanière sur les oléagineux et leurs tourteaux riches en protéines végétales (soja, colza, tournesol et autres), inhibant un possible rattrapage des productions européennes jusque là importées des colonies (arachides, graine de coton etc.). En 1960, 90% des besoins croissants sont satisfaits à partir d'importations des États-Unis. En effet, le modèle productiviste d'élevage se base désormais sur le maïs-fourrage (révolution brune), riche en énergie au détriment des pâturages incluant des légumineuses, riche en protéines. Pour l'équilibre des rations alimentaires, les élevages européens doivent désormais « (...) importer 2 tonnes de soja pour chaque hectare de maïs produit » (Pochon 2001). À terme, tel que nous le voyons sur le Graphique 2, ce modèle va faire exploser le développement des monocultures de soja en Amérique du Sud destinées aux élevages européens. Une expansion des déserts verts des grands propriétaires, principalement au Brésil et en Argentine, faite au détriment des petits producteurs et par la mise en culture de nouvelle terre (pampa, forêts...)

## Graphique 2

Évolution des importations de Soja (grain et tourteaux) de l'UE-15 (En millions de tonnes)



Élaboré par l'auteur à partir d'Eurostat, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search\\_database,DS-016890-EU27 Trade Since 1995 By CN8](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search_database,DS-016890-EU27 Trade Since 1995 By CN8), consulté le 02/05/2010.

Les revenus procurés par les droits de douanes sur

les importations participent à financer les autres interventions de la PAC. Nous pouvons citer également les actions sur l'offre (quotas de production), mais surtout sur la demande (stockage, subventions aux industries de transformation, subventions à l'exportation). Toutes ces mesures sont utilisées pour assurer des prix rémunérateurs et stables aux producteurs agricoles. Nous nous référons à des prix indispensables à la « modernisation » des méthodes de production, et qui permettront l'augmentation de la production tout en intégrant l'agriculture dans l'économie capitaliste. Les subventions existantes bénéficient donc à certaines industries agroalimentaires (aides à la transformation) et principalement à l'exportation. Cette situation était signalée par Galeano (1978, 375) de la manière suivante: « *Le Marché commun perçoit les impôts de l'importation pour défendre les prix élevés internes de ses produits agricoles, et, à la fois, subventionne ces produits agricoles afin de les exporter à des prix compétitifs : avec ce qu'il obtient grâce aux impôts il finance les subsides. Ainsi, les pays appauvris paient aux acheteurs enrichis afin que ceux-ci leur fassent la concurrence* ».

En effet, dès les années 70 l'Europe inverse la **tendance et devient exportatrice de produits agricoles**. Or, cette politique des prix garantis incite les agriculteurs à poursuivre une course au productivisme<sup>2</sup> agricole sans se soucier des coûts (sociaux, énergétiques, environnementaux...). De plus, il était alors courant de voir les agriculteurs convaincus qu'il était nécessaire de surproduire pour nourrir le « Tiers-Monde »<sup>3</sup>. Les **aides à l'exportation**, vont donc être de plus en plus importantes dans le budget européen, ayant des conséquences dramatiques pour les agricultures des pays du Sud dans lesquelles sont écoulés les excédents.

## Reforme de la PAC de 1992 : Politique de soutien des revenus ou comment positionner les agroindustriels et l'agrochimie européens dans la compétition mondiale

L'*Uruguay Round* du GATT de la fin des années 80 a pour objectif de libéraliser les marchés agricoles. On procède donc à la suppression des aides à l'exportation, des quotas de production et des droits de douane, ainsi qu'à un alignement progressif des prix agricoles européens sur les cours mondiaux. L'Europe, comme les États-Unis, effectue un petit « tour de passe-passe » qui consiste à passer d'une politique de soutien des prix agricoles (protectionnisme) à une logique de subventions publiques des revenus agricoles.

<sup>2</sup> Le productivisme, qui ne doit pas être confondu avec la recherche de productivité, est apparu au début du XX<sup>e</sup> siècle, et représente un système d'organisation de la vie économique dont la production constitue l'objectif premier (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Productivisme> consulté le 11 juillet 2010)

<sup>3</sup> D'ailleurs, l'aide humanitaire était généralement fournie en aliments

## Quels ont été les résultats en amont de la chaîne productive ?

Les coûts moyens de production agricole en Europe sont plus élevés que les prix mondiaux. Il convient de rappeler que les aides directes (compensatrices de la baisse des prix) versées aux agriculteurs en fonction de la surface de l'exploitation et des productions, favorisent les inégalités de revenu entre petites et grandes exploitations. Ces aides renforcent ainsi la course à la spécialisation et à l'agrandissement des exploitations. A l'inverse d'une logique agronomique, le renforcement de la monoculture et des élevages industriels vont de pair avec une augmentation de la consommation d'intrants industriels. En 2008, l'aide européenne perçue par les agriculteurs s'élevait à 58,3 milliards d'euros. Curieusement, ce montant est relativement proche des coûts de production des producteurs agricoles européens, destinés à l'achat d'intrants industriels (voir Tableau 1).

**Tableau 1**  
Coûts de production des agriculteurs européens destinés à l'achat d'intrants industriels en 2008 (en milliards d'Euros)

Type de dépense	Montant
Achats de semences et de plants	4,8
Achats de produits phytosanitaires	4,5
Achats d'engrais	8,8
Dépenses vétérinaires	2,6
Achats d'aliments pour animaux	38,9
<b>Total</b>	<b>59,6</b>

Source : Commission européenne (2010)

Ainsi, les aides compensatrices de la baisse des prix représentent en réalité une subvention indirecte aux fournisseurs d'intrants industriels. Ceux-ci ne vont donc pas être touchés par la baisse des prix agricoles en Europe. Durant les années 90 et l'explosion des monocultures industrielles, particulièrement en Amérique du Sud, il n'était pas question que leurs profits réalisés en Europe diminuent. Au contraire, la promotion par la réforme de la PAC de 1992 du modèle agricole productiviste va donner aux agrofournisseurs industriels encore plus de capitaux, nécessaires à la conquête des marchés internationaux.

Dans les faits, les multinationales semencières

<sup>4</sup> Les aides directes sont basés sur la surface de l'exploitation et en fonction du rendement moyen de chaque département pour les grandes cultures et par tête de bétail pour les animaux conditionnés à une surface moyenne par animal (Taux de chargement). Les inégalités de revenus, anciennement liées à la productivité des exploitations car assurées par le prix des productions, sont désormais accentuées par de fortes disparités dans la distribution des aides liées à la taille des exploitations. Notons également que d'après Butault et Lerouvillois (1999), "l'une des rares mesures du projet Mac Sharry, qui allait dans le sens d'une meilleure redistribution par l'instauration d'un plafonnement des primes en fonction de la taille des exploitations, n'a pas été retenue dans la version définitive de la réforme en raison de l'opposition d'une partie de la profession". Ils nous expliquent également qu'en 1996, 20% des exploitations ont perçu plus de la moitié des aides directes. Ces inégalités ne cessent d'augmenter et en 2003, 20% des exploitations touchent désormais près de 80% des subventions directes (Commission européenne, *Rapport sur la répartition des aides directes aux producteurs. Exercices 2002 et 2003*, [http://ec.europa.eu/agriculture/fin/archivage\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/fin/archivage_fr.htm)).

<sup>5</sup> Il est important de rappeler que les économies d'échelle en agriculture ne sont pas plus productives, bien au contraire... Du point de vue agronomique, les monocultures sont moins productives que les polycultures intégrant des élevages. Pour accroître les rendements, les monocultures nécessitent d'importants achats d'intrants extérieurs (semences, engrais, herbicides, fongicides et insecticides). D'autre part, la diversification est une "assurance" face aux risques climatiques et autres aléas de production mais aussi face aux risques économiques. En effet, si les prix ou les rendements ne sont pas au rendez-vous pour une culture, les pertes peuvent être compensées par le reste des productions.

européennes atteignent des parts considérables du marché mondial (voir Tableau 2) et se distinguent notamment en grandes cultures avec la canne à sucre (Syngenta), le maïs, le blé, le tournesol et le riz hybride (Limagrain) ou le soja (Bayer Crops Science).

**Tableau 2**  
Principales entreprises européennes dans le secteur des semences (2007)

Entreprise	Pays	Position dans le classement mondial	Part du marché mondial
Syngenta	Suisse	3	9%
Groupe Limagrain	France	4	6%
KWS AG	Allemagne	6	3%
Bayer Crop Science	Allemagne	7	2%

Source : ETC Group (2008)

En plus, le secteur agrochimique est de loin dominé par l'Europe qui est responsable de plus de la moitié des ventes mondiales (voir Tableau 3).

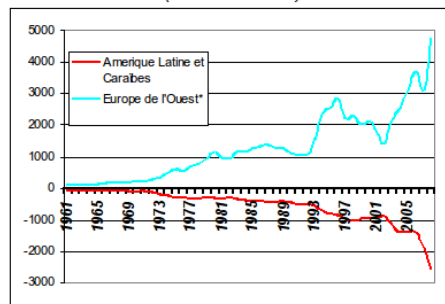
**Tableau 3**  
Principales entreprises européennes dans le secteur des pesticides (2007)

Entreprise	Pays	Position dans le classement mondial	Part du marché mondial
Bayer	Allemagne	1	19%
Syngenta	Suisse	2	19%
BASF	Allemagne	3	11%

Source : Agrow World Crop Protection News, août 2008, cité par ETC Group (2008)

Le Graphique 3 illustre l'augmentation des importations de pesticides en Amérique latine et Caraïbes, notamment à partir des années 90, époque qui correspond à l'expansion des déserts verts de soja latino-américains destinés à l'Europe.

**Graphique 3**  
Balance commerciale des pesticides (Millions de Dollars)



\*Pays de l'Europe de l'Ouest : Autriche, Belgique, Luxembourg, France, Allemagne, Pays Bas, Suisse

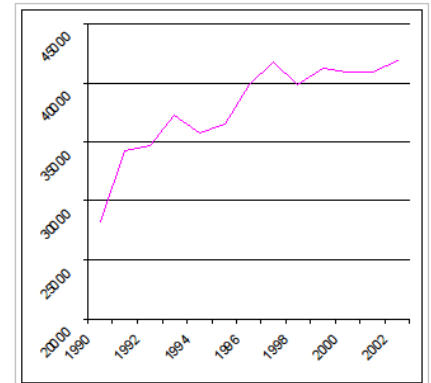
Élaboré par l'auteur à partir de : FAOSTAT (<http://faostat.fao.org/>), Division 10, consulté le 13 Octobre 2010

## Et quels ont été les résultats en aval de la chaîne productive ?

Un des arguments pour justifier la réforme de 1992, était de réduire le coût de la PAC. En effet, durant les années 80 la production massive de céréales, de lait et de viande devait être stockée ou bénéficier de subventions à l'exportation pour être déversée sur les marchés du Sud. Mais en toute logique, il était beaucoup plus coûteux de compenser la baisse des prix de l'ensemble de la production que de se contenter de "subventionner" uniquement celle des excédents. De plus, les droits de douane perçus sur les importations étaient également une source de revenus. La possibilité de maîtriser réellement la production par des quotas et la remise en cause du productivisme n'a pas été considérée. Ainsi, le coût du soutien de la PAC à l'agriculture européenne, précédemment supporté avant tout par les clients de l'agriculture, via les prix (industries agroalimentaires, négociants d'import-export, distributeurs), est désormais pris en charge par les contribuables. Logiquement, le budget de la PAC augmente, tel que l'illustre le graphique

ci-dessous pour l'Union Européenne à 12.

**Graphique 4**  
Évolution du coût de la PAC pour l'UE-12 (1990 - 2002, en millions d'euros)



Élaboré par l'auteur, Source : MAAPAR – Commission Européenne, cité par Julie Muro, Les soutiens à l'agriculture européenne à travers les dépenses du FEOGA NEE n°20, mars 2004, pp. 9-54

Cependant, la chute des prix des produits agricoles en Europe va bénéficier pleinement aux industries agroalimentaires et aux entreprises de la grande distribution, qui ne répercuteront pas cette baisse sur le prix des produits transformés vendus aux consommateurs finaux. Tout en accélérant le processus de concentration dans ces secteurs (rachats des entreprises, fusions) cet accroissement des bénéfices leur a donné la marge de manœuvre nécessaire pour conquérir les marchés mondiaux, tel que nous pouvons le constater dans les Tableaux ci-dessous.

**Tableau 4**  
Importance des entreprises européennes dans le secteur agroalimentaire (2007)

Entreprise	Pays	Position dans le classement mondial (secteur de la vente d'aliments et de boissons)
Nestlé	Suisse	1
Unilever	Pays Bas	5
Danone	France	10

Source : Leatherhead Food International, 2008 cité par ETC Group (2008).

**Tableau 5**  
Principales entreprises européennes dans le secteur de la distribution (2007)

Entreprise	Pays	Position dans le classement mondial (secteur de la distribution d'aliments)
Carrefour	France	2
Tesco	Grande-Bretagne	3
Schwarz Group	Allemagne	4
Aldi	Allemagne	5
Aldi	Grande-Bretagne	7
Rewe Group	Allemagne	8
Metro Group	Allemagne	9
Edeka	Allemagne	10

Source : Planet Retail cité par ETC Group (2008).

La PAC n'appuie donc ni les agriculteurs, ni les consommateurs mais ses grandes multinationales agro-industrielles dans leur processus d'accapement des marchés et des ressources internationales. A l'instar de Carrefour qui accapare plus de 25% de la distribution au Brésil et se lance désormais à la conquête de l'Inde, nous allons illustrer l'expansion de quelques grandes multinationales européennes.

## L'expansion du capital agro-industriel européen en quelques exemples

### Sucre, changement de CAP, PAC

Dans le secteur du sucre, les cartes se redessinent notamment avec les perspectives du développement de l'éthanol comme agrocarburant. Les potentiels et les coûts de production de la canne à sucre brésilienne sont

déjà pris en compte par les multinationales européennes. Les industriels sucriers organisent donc leur restructuration (concentration autour de quelques raffineries) et délocalisation dans des pays « à bas coût ». Depuis 1999, l'industrie sucrière œuvre pour la réalisation d'un « Code de conduite sur la responsabilité sociale des entreprises », (entré en vigueur au 1er janvier 2004)<sup>6</sup>. C'est en fait un outil pour délocaliser « socialement ». Depuis 2000, environ 60 sucreries ont donc été fermées en Europe, avec une perte de 8000 emplois. La réforme de la PAC « sucre » se met en place en 2006, avec comme objectif de diminuer d'un tiers la production de sucre (18 à 12 Millions de tonnes) transformant l'UE d'exportatrice en importatrice nette de sucre<sup>7</sup>. En 2009 les grands groupes sucriers ont reçu par exemple en France d'importantes sommes de la PAC pour compenser ces « restructurations ». Cristal Union a reçu 57 millions d'Euros, Saint Louis Sucre 143 et Tereos 177<sup>8</sup>. Ce dernier est implanté au Brésil depuis 2000 où il serait actuellement « le deuxième plus grand producteur de sucre »<sup>9</sup>. L'Europe s'est-elle préparée à importer du sucre européen produit au Brésil ?

### Les volailles de Doux

Le groupe français Doux s'est développé dans les années 70 grâce aux aides à l'exportation, sur un modèle de production « d'usine à volailles » où l'agriculteur contractualisé doit réaliser de gros investissements et prend à sa charge tous les risques liés à la production. En effet, c'est un « contrat d'intégration » qui fixe les conditions de production et de rémunération. Le groupe fournit les poussins et les aliments, assure le suivi vétérinaire et achète les volailles. A partir de 1992, la baisse des prix des céréales en Europe (réforme de la PAC) et la continuité des aides à l'exportation (encore de l'ordre de 60 millions d'Euros en 2009<sup>10</sup>), lui assure une double subvention (Coloma 2008). A partir de 1998 et le rachat de Frangosul, Doux déplace ses unités de production et de transformation au Brésil. Deux tiers des emplois sont désormais au Brésil<sup>11</sup>. Les perspectives de conquête des marchés émergents (Chine, Inde, Russie...) s'accroissent<sup>12</sup> tout en continuant d'écouler les restes de poulets congelés dans les pays appauvris au détriment des petits aviculteurs de l'ensemble de la planète.

### Le Groupe Louis Dreyfus

Dans le monde, le club du négoce de matières premières agricoles se compose de 3 compagnies étatsuniennes, ADM, Cargill, Bunge et de deux européennes, Glencore (Suisse) et Louis Dreyfus (France). Ce dernier est le premier négociant de riz et fait partie des trois premiers exportateurs en volume de blé et maïs. Son implantation en Amérique du Sud est très importante. Il s'agit du

3ème exportateur de céréales et de soja d'Argentine, le 4ème du Brésil, le 3ème distributeur de tourteaux de soja en Europe et le 2ème commerçant d'huile de soja mondial. Pour cela, il détient quatre usines de transformation d'oléagineux (coton et soja) au Brésil à Ponta Grossa (Paraná), Paraguaçu Paulista (São Paulo), Jatai (Goiás), Alto Araguaia (Mato Grosso). De plus, il dispose de deux usines de transformation de soja en Argentine dont la production de diester (General Lagos, Timbúes) et une usine de transformation de soja au Paraguay (Caaguazú). Il détient également d'importantes infrastructures portuaires : six ports et trois terminaux de rivières. De plus, avec la création en octobre 2009 de LDC-SEV basé au Brésil (issue de la fusion entre Louis Dreyfus Commodities Bioenergia et Santelisa Vale), il serait le 2ème transformateur de canne à sucre de ce pays, détenant également 329 000 hectares de canne à sucre dans les zones les plus fertiles<sup>13</sup>. Enfin, un tel groupe est également spécialisé dans la spéculation sur les monnaies, les taux d'intérêts et les titres de dettes des pays émergents.

### Quelles perspectives ?

L'objectif de concentrer la production dans des régions hyperspécialisées de quelques exploitations industrielles considérées comme « compétitives », a été soutenu par la PAC et ses différentes réformes (1992 et 2003), et une tendance similaire pour la réforme de 2013 est prévue. Cette utopie de la compétitivité des agriculteurs européens n'est pourtant pas réaliste. En effet, cela sous-entend d'être en compétition avec des zones agricoles à bas coût de production basées sur l'inégale répartition des ressources agricoles (foncier, hydrique). Preuve de ceci, les grands exploitants agricoles européens – enrichis par les primes de la PAC –, les fonds de pension, les assurances et les multinationales se lancent à la course pour le contrôle de la terre (Ukraine, Afrique et d'Amérique du Sud)<sup>14</sup>. La réalité montre donc un modèle agricole et alimentaire industriel mondial dans lequel les multinationales européennes tirent leur épingle du jeu face aux autres concurrents internationaux. Ainsi, de la vente d'intrants agricoles industriels (semences, engrais, pesticides et alimentation animale) à la distribution en supermarchés, en passant par les industries agroalimentaires et les industries d'import-export, ces multinationales sont lancées dans d'agressives politiques de conquête des marchés et des ressources agricoles sur l'ensemble des continents. Ce n'est donc pas un hasard si elles continuent de bénéficier pleinement de la PAC, ainsi que des accords de l'OMC et d'autres traités de partenariat économique comme les Accords de libre échange sous toutes leurs formes, qui sont largement dénoncés pour leurs conséquences dramatiques<sup>15</sup>.

Récemment, la FAO a constaté une augmentation constante de la volatilité des cours des matières premières agricoles ces deux dernières décennies. Il s'agit d'une volatilité qui semble désormais une caractéristique permanente sur les marchés, alors que ce n'était pas le cas auparavant (FAO 2008). Lorsque l'on supprime les barrières douanières, la fluctuation des prix augmente car en fait, les

fluctuations des prix des différents marchés entrent « en résonance » (Boussard, Gérard et Piketty 2005). Il est clair que l'Europe, acteur essentiel de la suppression des barrières douanières imposée aux Pays du Sud, est grandement responsable de l'augmentation de la fluctuation des cours mondiaux des matières premières agricoles. Notons également que la PAC ne réalisant plus de stock ne contribue plus à stabiliser les prix.

### Encadré 2

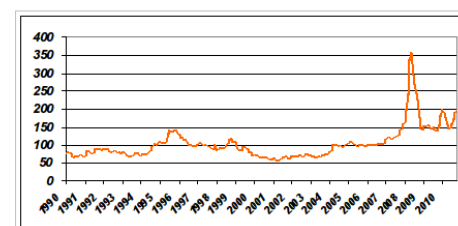
Le rôle et les responsabilités de l'Europe dans la déréglementation des marchés agricoles mondiaux

« (...) Principal importateur et deuxième plus grand exportateur de denrées alimentaires, l'UE occupe une place de premier plan sur les marchés agricoles mondiaux. Elle joue un rôle majeur dans l'établissement des accords commerciaux mondiaux au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle a également conclu, ou est en train de conclure, des accords commerciaux bilatéraux avec certains pays tiers, des accords de libre-échange avec ses proches voisins, (...) enfin, elle entretient des relations plus étroites avec des groupements régionaux, tels que celui des pays d'Amérique latine du groupe MERCOSUR (...) l'UE est un fervent défenseur de l'OMC, où elle n'a cessé de jouer un rôle actif lors des discussions et négociations sur les échanges agricoles. (...) En ce qui concerne l'agriculture, l'accord d'août 2004 a ouvert la voie à des négociations ultérieures, qui devraient déboucher sur une libéralisation des échanges agricoles bien plus importante que celle qui a résulté des précédentes négociations commerciales (le « cycle d'Uruguay ») ».

Source : Commission Européenne. Agriculture et Développement Rural ([http://ec.europa.eu/agriculture/capexplained/trade/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/capexplained/trade/index_fr.htm), consulté le 25 octobre 2010)

Cette déréglementation des marchés des matières premières agricoles et l'augmentation de la volatilité des prix (voir Graphique 5 pour le cas du riz), est un parfait terrain de jeu pour la spéculation dont les effets depuis 2008 ont été tristement vérifiés.

Graphique 5  
Évolution du prix des brisures de riz  
(White Broken Rice, Thai A1 Super, f.o.b Bangkok)



Base 100 = moyenne 1989  
Élaboré par l'auteur à partir de : FAOSTAT (<http://www.fao.org/es/esc/prices/CIWPQueryServlet> consulté le 25 Octobre 2010)

### En guise de conclusion

Nous avons pu constater que la fonction de la PAC a été, d'une part de contribuer à l'expansion du capital agro-industriel en Europe et dans le monde, et d'autre part d'intégrer à marches forcées l'agriculture européenne dans le système capitaliste.

La PAC a très rapidement été à l'origine d'exportations subventionnées qui ont déstabilisé

<sup>6</sup> Consultez : [www.eurosugar.org](http://www.eurosugar.org)  
<sup>7</sup> Ministère français de l'Agriculture et de la Pêche. *Restructuration du secteur sucrier et betteravier français. Programme de restructuration national, 2009* ([http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/R%C3%A9form\\_ogm\\_sucres\\_prog\\_de\\_restruc\\_national.pdf](http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/R%C3%A9form_ogm_sucres_prog_de_restruc_national.pdf))  
<sup>8</sup> Ministère français de l'Agriculture et de la Pêche, Agence de Services et de Paiement <https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/btp/leader/afficher.action> consulté le 18 septembre 2010  
<sup>9</sup> [www.tereos.com](http://www.tereos.com) consulté le 18 septembre 2010  
<sup>10</sup> Idem note 8  
<sup>11</sup> Source : <http://www.doux.com> [Consulté le 18 septembre 2010]  
<sup>12</sup> Plus d'informations sur les agroindustriels de la viande : GRAIN, *Une nouvelle offensive dans le monde de la viande industrielle : les multinationales du Sud, 2010* <http://www.grain.org/seedling/?id=706>  
<sup>13</sup> Source : <http://www.louisdreyfus.com> [Consulté le 18 septembre 2010]  
<sup>14</sup> GRAIN a très bien référencé ce phénomène dans le site : <http://farmlandgrab.org/>  
<sup>15</sup> Voir : [www.bilaterals.org](http://www.bilaterals.org)

les productions des pays du Sud pour des produits aussi importants que les céréales, le lait, la viande ou encore le sucre (alors que pour ce dernier désormais...) Cette politique s'est basée sur l'importation massive de soja, dont la production a causé l'expansion des déserts verts en Amérique du Sud, avec de préoccupants et considérables impacts sociaux, économiques et environnementaux.

De plus, nous avons souligné qu'au début des années 90, l'Europe a mis fin au contrôle des prix intérieurs et inscrit son marché agricole dans la libéralisation totale des marchés mondiaux. Nous avons considéré aussi que l'UE a joué et joue encore un rôle important dans la libéralisation des marchés au niveau international, notamment au sein de l'OMC. C'est pourtant cette déréglementation forcée qui est responsable de l'augmentation de la fluctuation des cours mondiaux, laquelle favorise la spéculation. De plus, la PAC a été transformée en une subvention aux entreprises agro-industrielles qui continuent de plus belle leur conquête des marchés mondiaux désormais grand ouverts.

Ainsi, nous pouvons affirmer que la PAC constitue un des principaux mécanismes d'imposition d'un modèle industriel agricole et alimentaire capitaliste à l'ensemble de la planète. Ce modèle n'est pas décidé par la population mais pour –si ce n'est par– les multinationales agro-industrielles. Il s'agit d'un système où le contrôle de l'agriculture et de l'alimentation par ces grandes entreprises en amont et en aval de la production agricole est d'une telle importance que les agriculteurs n'ont pas de marge de manœuvre. Écrasés par les prix bas imposés par la grande

distribution et les industries agroalimentaires, les producteurs n'ont plus que deux options : agrandissement et spécialisation, ou disparition.

Il s'agit d'assurer concrètement la poursuite du mode –caduc– d'économies d'échelle présenté comme l'unique voie vers le développement agricole. De plus, l'application de la PAC a des conséquences sociales négatives bien au-delà des seuls paysans du Sud et d'Europe. L'ensemble des populations est touché par un système alimentaire industriel qui crée de la pauvreté, détruit les ressources naturelles, et augmente l'insécurité alimentaire mondiale. Nous pouvons donc affirmer que la PAC constitue sans aucun doute un des mécanismes de l'anticoopération européenne, et qu'il est urgent de la reconstruire.

Quelles sont les alternatives pour sortir de cet étai ? Des modes de production plus autonomes et moins coûteux et des circuits de distribution différents ? Ils existent, perdurent ou émergent mais ne sont pas considérés autrement que comme des « niches ». Se battre pour un changement radical de la PAC est donc un objectif qui dépasse les intérêts des populations européennes. C'est également un débat qui dépasse le secteur de l'alimentation.

La réflexion sur l'agriculture doit intégrer des questions sociales et environnementales larges, autant que des thèmes tels que le cadre de vie et d'intégration rurale/urbaine, la génération d'emplois de qualité... En clair, la PAC devrait premièrement suivre les recommandations de la plateforme internationale « Via Campesina » qui intègre des centaines d'organisations paysannes et indigènes du Sud et du Nord<sup>16</sup>. La

<sup>16</sup>Voir : [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org) et [www.eurovia.org/?lang=fr](http://www.eurovia.org/?lang=fr)

« Via Campesina » promeut notamment la souveraineté alimentaire, articulée avec la souveraineté énergétique en tant que des réponses réalistes face aux défis alimentaires, sociaux, économiques et écologiques.

#### Références bibliographiques

Boussard J.-M, Gérard F, Piketty M.-G. Libéraliser l'agriculture mondiale ? Théories, modèles et réalités. CIRAD 2005

Butault et Lerouvillois. "La réforme de la PAC et l'inégalité des revenus agricoles dans l'UE : les premiers effets" 1999, Economie et statistique N°329-330, 1999-9/10. Revue mensuelle de l'INSEE.

Coloma, T. « Délocalisation au Brésil, fermeture des sites français. Quand les volailles donnent la chair de poule » [en ligne]. Le Monde Diplomatique, juillet 2008 [consulté le 28 octobre 2010]. Disponible à : <<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/COLOMA/16084>>.

Commission européenne, Direction Générale de l'Agriculture et du Développement Rural : L'AGRICULTURE DANS L'UNION EUROPEENNE INFORMATIONS STATISTIQUES ET ECONOMIQUES 2009. Mars 2010

Commission européenne, Rapport sur la répartition des aides directes aux producteurs, Exercices 2002 et 2003, [http://ec.europa.eu/agriculture/fin/archive\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/fin/archive_fr.htm).

Galeano, E. Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine. México : Edición Siglo XX, 1978.

ETC Group. ¿De quién es la naturaleza? El poder corporativo y la frontera final en la mercantilización de la vida [En línea]. Noviembre de 2008. Disponible sur : <http://www.etcgroup.org/es/principal>

FAO. Perspectives de l'alimentation Analyse des marchés mondiaux. Juin 2008

Llistar, D. Anticooperación. Interferencias Norte-Sur. Barcelona: Editorial Icaria, 2009.

Pochon A. Les sillons de la colère. La malbouffe n'est pas une fatalité. Paris: La découverte, 2001 cité par Bonneuil C, et Thomas F., Gènes, pouvoirs et profits Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM. fph éditions Quae, 2010

 Olivier Chantry

## Stratégie de l'endettement, choc du surendettement : après le Sud, le Nord

### Comment les gouvernements des pays riches et les détenteurs de capitaux ont-ils surendetté les pays du Tiers Monde

La première opération a été d'éliminer par des assassinats ou des évictions forcées les véritables démocrates, ceux qui recherchaient l'égalité et la justice sociale pour leur peuple : Lumumba vs Mobutu, Mossadegh vs le Chah d'Iran, Allende vs Pinochet, Soekarno vs Suharto, Sankara vs Compaoré, et bien d'autres ont été ainsi remplacés par des dirigeants corruptibles. La deuxième opération était de faire endosser par les gouvernements des pays nouvellement indépendants, le remboursement des emprunts faits par l'ancien pays colonisateur auprès de la Banque Mondiale (BM), ce qui constituait pourtant au regard du droit international<sup>1</sup> une dette odieuse qui n'avait donc pas à être remboursée. La troisième a été d'envoyer des agents (secrets) corrupteurs tels John Perkins<sup>2</sup> pour soudoyer directement les

dirigeants du sud. Or les prêts de la BM, du FMI et les « aides » des pays occidentaux avaient souvent des visées géostratégiques –renforcer les liens pour contenir l'influence de l'ennemi soviétique– mais surtout des visées économiques : soit écouler les surproductions du nord, soit financer les investissements nécessaires à l'exploitation des richesses exportées vers le nord. Ils n'ont jamais profité aux populations. Les détournements faits par les dirigeants du Sud étaient secrètement encouragés, l'essentiel était de conserver le flux de matières premières nécessaires au profit des grandes compagnies occidentales. Pour maintenir voire dépasser la prédation de la période coloniale, il fallait plus intéresser les dirigeants du sud aux profits des ETN (entreprises transnationales) qu'au bien-être de leurs peuples.

La conquête du monde commencée par les rois et les amateurs européens entre les XV et XVIII n'avait d'autre but que de s'approprier l'or et les autres richesses. Au grand génocide des indiens d'Amérique a succédé le commerce triangulaire avec l'immigration forcée d'environ 50 millions d'Africains pour la production des matières exportées. Vers 1850, la fin de l'esclavage a été concomitante avec les premières conquêtes coloniales en Afrique et en Asie : ce ne sont plus

des individus mais des pays et des continents qui ont été asservis à l'enrichissement des Européens. Un siècle plus tard, les indépendances de l'après guerre, marqueront le début d'un nouveau système de soumission : le système dette. Sa mise en place progressive sera orchestrée par les gouvernements et les institutions financières internationales. Il est une redoutable arme de conquête du pouvoir et de la richesse pour les grands actionnaires du nord. Connaissez-vous une ETN qui pourrait enrichir ses propriétaires sans les matières premières des pays en développement? Elles sont leur énergie vitale. Leur achat à très bas prix et les bas salaires des travailleurs sont indispensables pour qu'après transformation et commercialisation, en passant par les paradis fiscaux et la défiscalisation des prix de transfert, elles se gavent de superprofits. Total, la 5ème ETN du monde existerait-elle ainsi sans le pétrole africain ou le gaz birman dont leurs peuples sont spoliés ? Bien sûr que non !

Mais c'est la crise des années 80 et la médecine de choc administrée par le FMI qui va faire entrer les peuples du Sud dans un cycle d'appauvrissement, casser leurs services publics et imposer la privatisation de leurs grandes entreprises d'Etat. Les banques occidentales débordaient des euros-dollars du Plan Marshall et des pétrodollars de la crise de

<sup>1</sup> Le Traité de Versailles de 1919 avait interdit à l'Allemagne de mettre à la charge du nouvel Etat polonais reconstitué la dette que l'Allemagne avait contractée pour coloniser la Pologne.

<sup>2</sup> Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis,

2005, alTerre, Québec

1973. Elles ont alors beaucoup prêté aux nouveaux pays indépendants à des taux très bas mais indexés sur le taux officiel étasunien (prime rate). La brutale remontée de ce taux (multiplié par 3), décidée par Paul Volker en 1979, a provoqué leur faillite. Le FMI venu à leur secours par des prêts conditionnés, leurs a imposé de rembourser les banques qu'il a ainsi sauvées de la faillite. Pour les pays du Tiers Monde, rembourser un créancier avec un nouveau prêt à taux plus élevé revenait à entrer dans une spirale infernale dont ils ne sont pas encore sortis après 25 ans. Ce fût le choc du surendettement. Profitant de cet état de sidération des peuples, et avec l'aide de leurs dirigeants corrompus, à chaque nouveau prêt de secours, le FMI a imposé des mesures de libéralisation et de dérégulation des économies du Sud favorables aux investisseurs du Nord et catastrophiques pour les populations. La disparition des taxes douanières a mis en concurrence les petits producteurs agricoles du Sud avec les productions industrielles et subventionnées du Nord, les privatisations des entreprises publiques ont créé des « déflatés » par millions, l'instauration de la TVA a permis de faire rembourser les dettes publiques par l'ensemble des populations jusqu'aux plus pauvres. Quant à la liberté de mouvement de capitaux elle permet encore aujourd'hui des rapatriements vers le Nord de bénéfices colossaux faits par les ETN qui ne profitent nullement aux peuples du Sud, si ce n'est à leur bourgeoisie dirigeante. Cet ensemble de mesures ultralibérales imposées par le FMI est appelé « plan d'ajustement structurel » (PAS)

Comment la croissance de la dette publique au nord depuis les années 80 a-t-elle abouti au surendettement et à la résurrection du FMI avec ses mesures de choc?

« Le déficit chronique en France est le produit

de la reconquista défiscale des possédants.» F.Lordon.

Comme dans les pays du Tiers Monde, on retrouve la stratégie de l'endettement des Etats au profit de la grande finance. Les plans d'austérité à partir de 1983 en France, la dérégulation et la disparition des barrières douanières ont mis en concurrence déloyale les salariés du nord avec les travailleurs du sud. L'Europe s'est ainsi désindustrialisée au profit des services. Ainsi à la différence du Sud, la matière première indispensable aux surprofits des grandes entreprises dans les pays du Nord est devenue le travail. L'organisation de la concurrence avec le moins-disant social des travailleurs du Sud et les gains de productivité ont fait augmenter le chômage, entraînant une diminution des salaires et des recettes de l'état. Les cadeaux fiscaux continus faits aux entreprises et aux plus hauts revenus ont approfondi le déficit budgétaire. Or pour sortir de l'endettement public, les solutions ultralibérales à la sauce européenne ne proposent que la diminution des dépenses, soit la sous-budgétisation des grands services publics gratuits, ceux qui avaient été gagnés en France par le Conseil National de la Résistance (CNR). La privatisation, auparavant rampante, est maintenant la solution ultralibérale aux problèmes financiers de l'éducation, de la santé publique et de la retraite par répartition.

En 2007, l'origine de la catastrophe financière mondiale, est le surendettement des ménages américains, conséquence d'une perte de pouvoir d'achat des décennies précédentes au profit du capital. La crise immobilière liée aux prêts « subprime » et le crash de Lehman Brothers met le système bancaire occidental au bord de la faillite. Il est sauvé par les Etats, donc par les contribuables. La crise entraîne un chômage de masse qui, avec le surendettement des Etats et

l'attaque de la finance, génère une sidération populaire propice à la solution de choc ultralibérale. La diminution des dépenses publiques, est alors présentée comme l'unique solution. Le surendettement provoqué est bien le cheval de Troie qui, après avoir permis l'application des PAS au sud ouvre la porte aux nouveaux plans d'austérité au Nord.

Le FMI, cet outil de l'accaparement capitaliste par la dérégulation internationale, a été refinancé en 2009, à hauteur de 1.000 Milliards de dollars. Avec l'UE, ils proposent leurs « aides » conditionnées aux pays les plus endettés : ce sont les PAS du Nord. Au nom de l'assainissement des finances, les populations grecques, hongroises, roumaines, etc. subissent des coupes sombres dans leurs revenus et les services publics sont gravement touchés. La baisse des retraites par l'allongement de la durée du travail et la diminution du nombre des fonctionnaires en France sont les seules issues proposées pour combler les déficits publics. On ne parle pas de la défiscalisation des entreprises et des possédants depuis 20 ans, rien non plus sur les évasions fiscales colossales dans les paradis fiscaux, silence sur la perte de la part salariale dans la valeur ajoutée nationale au profit des créanciers de la dette. Le petit contribuable du Nord, après celui du Sud, en plus de perdre le bénéfice des services publics, est sommé de rembourser par des impôts indirects payés par tous, dont l'injuste TVA, les créanciers dont beaucoup sont responsables de la crise. Si les peuples n'obtiennent pas, après des audits sur le surendettement, l'annulation des dettes illégitimes, on assistera à un appauvrissement massif des populations du Nord comme ça a été le cas pour les populations du Sud avec les plans d'ajustement structurel.

 Nicolas Sersiron

## L'agenda 2011 de la solidarité internationale est arrivé !



Une façon originale et pratique de **sensibiliser à la solidarité internationale** pour un développement durable. Découvrez mille et une informations pour la solidarité internationale au quotidien (**dates clés** pour fêter la paix, la solidarité et les droits de l'Homme, citations, campagnes, initiatives, références bibliographiques...) tout en profitant des fonctionnalités d'un **agenda** classique (semaine sur deux pages, planning, notes, répertoire).

Édité par Ritimo • En partenariat avec : Aide et Action • la Cimade • la Fédération Artisans du Monde • La Fasti • Frères des Hommes • la Ligue des Droits de l'Homme • Non-Violence XXI • Solidarité Laïque. Une semaine sur 2 pages • Année civile 2010 • Reliure spirales • Un thème chaque mois (Agricultures paysannes, Ressources naturelles, Médias citoyens, Alimentation, Migrations...) • 168 pages • 160 x 165 cm • 10 € (+ 2€ frais de port l'unité)

A commander auprès des membres et relais Ritimo ([liste](#))



### Cadeau de fin d'année : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[ ] 48 euros [ ] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [ ] 10 euros [ ] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [ ] 38 euros [ ] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

#### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution